

DEPARTEMENT de la GIRONDE  
ARRONDISSEMENT de BORDEAUX  
Commune de LORMONT

-----  
REPUBLIQUE FRANCAISE  
-----

**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
-----

**Séance ordinaire du VENDREDI 15 DECEMBRE 2017**

L'an **deux mille dix-sept**, le **vendredi quinze décembre** à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal de la Commune LORMONT, convoqué par Monsieur le Maire, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean TOUZEAU.

Présent(e)s :

Jean **TOUZEAU**, Josette **BELLOQ**, Philippe **QUERTINMONT**, Yasmina **BOULTAM**, Marc **GALET**, Marielle **DESCOUBES SIBRAC**, Bernard **RIVAILLÉ**, Claude **DAMBRINE**, Tayeb **BARAS**, Pierrette **DUPART**, Stéphane **PERES DIT PEREY**, Michèle **FAORO**, Jean-Claude **FEUGAS**, Cyrille **PEYPOUDAT**, Jannick **MORA**, Mireille **KERBAOL**, Brétislav **PAVLATA**, Maria Del Pilar **RAMIREZ**, Jean-Louis **COUTURIER**, Danielle **JOUS**, Vincent **COSTE**, Maférima **DIAGNE**, Alexandre **CHADILI**, Loubna **EDNO-BOUFAR**, Richard **UNREIN**, Mónica **CASANOVA**.

Absent(e)s excusé(e)s ayant donné procuration :

Salim **KOÇ** (procuration Tayeb **BARAS**),  
Suna **ERDOGAN** (procuration Yasmina **BOULTAM**),  
Jean-Pierre **BACHÈRE** (procuration Claude **DAMBRINE**).

Absent(e)s excusé(e)s :

Aziz **S'KALLI BOUAZIZA**,  
Grégoric **FAUCON**,  
Myriam **LECHARLIER**.

Absents :

Jean-Baptiste **DEFRANCE**,  
Marc **SALLOT**,  
Frédéric **BERGMAN**.

Conseillers en exercice : 35

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 29

N° 2017/15.12/05

**RYTHMES SCOLAIRES : POINT SUR LA CONCERTATION**

Monsieur Marc GALET est désigné en qualité de Secrétaire de séance.

**Josette BELLOQ :**

Depuis la rentrée 2013 à Lormont, les élèves bénéficient de nouveaux rythmes scolaires. Cette nouvelle organisation a été mise en œuvre pour répondre aux deux principaux objectifs visés par la réforme instaurée par le Gouvernement en 2013 :

\* Encourager la réussite de tous à l'école en favorisant les apprentissages fondamentaux le matin, moment où les élèves sont plus réceptifs, d'où la réintroduction de la semaine avec cinq matinées.

\*Permettre la découverte de nouvelles activités culturelles, sportives et scientifiques pour l'ensemble des élèves.

L'évaluation faite à l'issue de la première année de fonctionnement (2013-2014) a permis d'ajuster la durée des Temps d'Activités Périscolaires de façon identique les 4 soirs de la semaine de la sortie de classe à 18h30. Un programme d'ateliers a été mis en place sur ces temps ainsi que sur la pause méridienne, dans toutes les écoles autour de 5 parcours.

Suite au décret 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire, le Gouvernement permet d'adapter à nouveau l'organisation du temps scolaire.

Pour rester au plus proche des attentes des enfants et des familles, la Ville a souhaité recueillir l'avis du plus grand nombre de personnes concernées sur l'organisation en place, reconduite pour l'année scolaire 2017-2018, susceptible d'être modifiée pour la rentrée 2018-2019.

Un questionnaire a donc été adressé à tous les parents, aux enseignants, au personnel travaillant sur les écoles, aux animateurs et aux associations intervenant dans le cadre des TAP.

La date de clôture de la consultation a été fixée au mercredi 13 décembre 2017.

Je vais donc vous faire un compte rendu de cette consultation puisqu'elle s'est terminée le 13 décembre. Nous avons eu hier soir une Commission Ville Éducatrice qui nous a permis d'examiner ce dépouillement, qui nous a permis de débattre pendant 1 h 15. Je vais essayer d'être le plus synthétique possible.

Pendant 1 h 15, s'est déroulé un vrai débat sur les rythmes, à partir de l'esprit de la loi que je vous ai donné dans l'introduction de la précédente lecture, un document support reprenant l'intégralité du contexte, les étapes obligatoires, la forme imposée, c'est-à-dire que c'était la municipalité qui prenait l'initiative et qui a pris en charge la consultation. C'était dans le décret.

Les avantages, les inconvénients des 4 jours et des 4 jours et demi, des tableaux qui nous ont permis de voir quels étaient les effectifs dans les écoles, mais aussi les effectifs de fréquentation dans les différentes activités, c'est-à-dire dans les activités de la restauration scolaire, mais également dans les activités des temps d'activités

périscolaires le soir après l'école, la réalité scolaire de Lormont, le nombre d'enfants inscrits dans les TAP, les ateliers proposés.

Tout le monde a eu un livret qui a été co-construit avec des parents et qui permet de voir les intitulés, les ateliers, les objectifs de l'activité. Le rappel d'une réalité scolaire locale, 3 quartiers à Lormont en politique de la ville, un REP+ qui est la reconnaissance par le Ministère de l'Éducation Nationale que 30% des enfants lormontais sont éloignés des exigences scolaires traditionnelles, des écarts langagiers, une pauvreté de vocabulaire, des difficultés à l'oral, des difficultés à l'écrit, des difficultés en termes d'argumentations, pour 30 %, des codes sociaux non acquis. C'est-à-dire que le parti avait été pris de donner plus à ceux qui ont besoin de plus au travers d'un PEDT, c'est-à-dire un Projet EDucatif Territorial, réactualisé tous les trois ans et validé par l'Éducation Nationale.

Je vais me centrer sur l'analyse des retours des questionnaires. Les acteurs qui sont engagés dans ces activités périscolaires le sont dans une véritable responsabilité partagée autour de l'enfant, de 7 h 20 à 18 h 35. C'est une chaîne éducatrice autour de l'enfant qui est faite pendant cette longue journée.

Les familles, premier partenaire éducatif, ont reçu un questionnaire avec 7 questions. Le retour est de 471, soit 26,50 %. On pourrait trouver que c'est un pourcentage un peu faible, mais il faut prendre notre réalité locale. De façon générale, nous sommes aux alentours de 15 à 20 % dans les retours de questionnaires sur Lormont.

Les animateurs, 9 questions, 80,3 % de retours. Les agents municipaux, c'est-à-dire ceux qui sont dans la restauration scolaire, les ATSEM dans les écoles maternelles, 5 questions, 63 % de retours. Les associations, 4 questions, 54,5 % de retours. Les enseignants, 7 questions, 35,4 % de retours. Bien sûr, pour chaque groupe, les questions étaient différentes. 631 retours, soit 30,4 %.

Chaque élu de la Commission hier soir a pu faire sa propre analyse, a pu exprimer son point de vue et faire son choix. 84 % de qualité exprimés pour les TAP. Le rejaillissement des TAP sur l'épanouissement de l'enfant, sur le plaisir de la découverte des nouvelles activités, 92 %. Rejaillissement positif sur les apprentissages, 44 %. Tout ceci ressort massivement dans les résultats qui vont de 71 à 92 %. L'avis pour le maintien à 5 matinées de classe pour les fondamentaux ressort à 60 % pour les familles. 22 % se prononcent négativement pour les 4 jours et demi et 18 % sont sans avis. Cette question des 4 jours ou 4 jours et demi est une des 7 questions que nous avons adressées aux familles.

Cela donne 60 % pour maintenir les 4 jours et demi et 79 % pour le maintien du dispositif temps d'activités périscolaires, tous questionnaires compris.

Tous les élus de la Commission, à l'unanimité, ont voté pour rester dans le cadre de la loi à 4 jours et demi.

**Monsieur le Maire :**

Après cette présentation complète, d'autres interventions ?

**M. FEUGAS :**

Monsieur Le Maire, Chers Collègues,

Avant d'aborder le sujet des rythmes scolaires pour notre Commune, notre Groupe pense nécessaire et utile de restituer cette question dans le contexte plus général de l'Éducation.

Celle-ci subit, au gré des politiques gouvernementales successives, des décrets, réformes et autres modifications qui impactent contenus pédagogiques, horaires, durées des vacances par zones, formation et postes des personnels enseignants, documents scolaires etc ...

Toutes ces dispositions installent des débats qui masquent le refus de transformer une institution qui produit un échec socialement ségrégatif et les enquêtes récentes de l'OCDE, notamment, classent la France parmi les pays ayant une mauvaise position.

Il serait donc prioritaire de vouloir une véritable refondation de l'École, impliquant tous les acteurs concernés, qui se donne pour but la réussite de tous les élèves avec l'ambition d'une culture commune exigeante. Cette refondation doit se faire sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Le service public d'Éducation Nationale doit prendre en charge tous les apprentissages nécessaires pour réussir à l'école : il faut en finir avec la délégation aux Familles, aux Collectivités locales ou aux cours privés. L'école doit se faire à l'école.

Parce que les différences entre élèves ne sont pas naturelles mais socialement construites, que l'échec scolaire n'est pas une fatalité, l'affirmation de la capacité de tous les élèves à entrer dans les apprentissages scolaires est au fondement du projet éducatif.

Au travers de ces modifications des rythmes scolaires, les Gouvernements F. HOLLANDE et E. MACRON cherchent à obtenir une implication plus grande des Communes. Le risque est grand de se diriger vers un service public plus municipal que national, avec toutes les conséquences que cela peut avoir en terme de politique scolaire et de creusement des inégalités.

Voilà, à grands traits, ce qui semble, pour notre Groupe, être le vrai problème de fond.

Alors à Lormont, cette problématique sur la question des rythmes scolaires a suscité des débats peu à peu vifs , parfois contradictoires et/ou orientés selon les intérêts privilégiés par les uns ou les autres, qu'ils soient parents, enseignants, personnels d'encadrement, animateurs ou municipalité.

Cette situation a été provoquée par une décision unilatérale du Président MACRON qui, sous couvert de liberté de choix pour les Communes, a remis en cause le cadre quasi général instauré par le décret de V. PEILLON, ministre de l'Éducation en 2013. Or, à notre avis, cette soi-disant liberté, de fait, organise le dysfonctionnement de l'École publique et engendre le risque d'éclatement du cadre national du secteur primaire de l'Éducation Nationale.

Ceci étant posé, il est nécessaire de revenir au but de la réforme PEILLON avec quelques éléments de réflexion. Un accord relativement large existait au départ quant à la « refondation » nécessaire de l'École lors de la mise en place de cette réforme. Mais elle a été imposée sans se donner ni le temps du débat, ni les moyens d'une réussite forte. Elle a sans doute été beaucoup trop seulement centrée sur la gestion de la semaine scolaire : il fallait « choisir » entre une semaine de 4 jours « bien pleins » ou une semaine de 4 jours « allégés » plus une cinquième 1/2 journée.

Elle instaurait les temps d'activités périscolaires (TAP) avec les difficultés inhérentes à cette création non préparée en amont.

Cette réforme a eu pour conséquence de cloisonner les disciplines dites « fondamentales » qui devaient être enseignées le matin, des disciplines dites « secondaires » qui pourraient à terme être enseignées par des personnels moins formés voire « externalisés ».

Nombre de chronobiologistes se sont exprimés sur des données peu contestables : que les temps d'apprentissage soient plus favorables à certains moments de la journée -notamment le matin- que les journées trop longues soient fatigantes et peu propices à une attention soutenue. Tout cela, personne ne le conteste. Mais de multiples autres facteurs sont à prendre en compte dans la vie scolaire de l'enfant (sommeil, nutrition, vie familiale, sociabilisation, etc ...). J'arrête là ce que des collègues pensent hors sujet lormontais, mais je ne peux faire abstraction de la réalité nationale, ô combien inquiétante dans ce domaine de l'Éducation.

Au plan de notre Commune, si la décision de consulter les familles d'élèves de maternelle et de primaire a été une bonne initiative, la difficulté était de réaliser une enquête présentant les éléments nécessaires pour qu'une opinion se réalise en connaissance.

Force est de constater que dès l'envoi du questionnaire municipal, des parents d'élèves se sont élevés de par l'orientation affichée pour « les amener au choix des 4 jours et demi sur la base du fonctionnement des TAP ». Des contre-questionnaires différents ont vu le jour et ventilés qui, dans le bilan final, n'ont pas été pris en compte, seul le municipal étant recensé.

Ainsi 73,5 % des familles n'ont pas cru devoir répondre ou pas pu, pour diverses raisons (incompréhensions diverses, non réception du document par la Poste, réponse sur autre enquête, etc ...). Cela a imposé de refaire des envois par mails si possible, de distribuer en direct le document et de reculer la date de clôture au 13 décembre.

Notons au passage que l'obligation de réponse de la Mairie était imposée par l'Inspection Académique au 15 mars 2018 et qu'une reprise de ce sujet après les fêtes aurait pu se décider et calmer les ardeurs, la situation et le contexte, ce qui au final, à ce jour, peut apparaître dégradé.

Notre Groupe veut rester volontairement prudent dans cet épisode qui déjà a dépassé nos frontières communales. Mais nous ne nous déroberons pas quant à notre position. En effet, il s'agit de plusieurs remarques :

Notre Commune a toujours privilégié le secteur éducatif. Élu dans cette commission depuis 1983, je tiens à témoigner que rares sont les cas qui ont pu trouver problématique en ce domaine.

Peu à peu, par exemple, les nouvelles technologies de communication sont dans les écoles grâce aux budgets municipaux et nos services, palliant ainsi la carence du Ministère, le patrimoine est entretenu du mieux possible et représente un investissement de plusieurs dizaines de milliers d'euros par an.

Les aides diverses se réalisent par école et le climat général, grâce à des services municipaux compétents, est bon dans son ensemble.

De mémoire, il me souvient que le budget spécifique municipal Éducation est de 12 à 13 % du budget général et en y joignant les services annexes à un bon fonctionnement -personnel municipal, transports, entretien, etc ...-, c'est un total de 25 % qui est à remarquer.

Municipalement, les Temps Activités Périscolaires -une enquête de juin dernier l'a démontré- répondent globalement aux besoins des familles, même si des imperfections sont signalées et doivent à chaque fois être corrigées.

Je rappelle que l'investissement budgétaire municipal pour ces TAP s'élève  $\pm 500.000$  €/an.

Voilà tracée rapidement, même avec quelques oublis, notre perception de la situation réelle et il est dommageable que la confusion soit venue ternir cette relation bien entretenue d'ordinaire entre parents, enseignants, municipalité. D'autant que le résultat final que le Directeur des Services Académiques devra faire connaître en conclusion risque de réserver, ici à Lormont et ailleurs dans d'autres communes, d'éventuelles surprises dans les décisions, selon l'interférence possible du Ministère.

Par ailleurs, si notre commune reste sur les rythmes scolaires actuels, les aides de l'État ne sont pas pérennisées au-delà de l'année 2017/2018.

Pour la rentrée 2018, rien n'est encore acquis et il nous faut agir pour garder cette aide.

Enfin, rappeler que notre Commune bénéficie du réseau éducatif dit REP+ qui permet ainsi aux enfants de travailler mieux dans leur scolarité.

En conclusion, car j'ai été long dans cette intervention, mais quelque peu passionné pour donner l'état d'esprit et la position politique de mon Groupe, nous apportons notre soutien à ce maintien des rythmes, en regrettant d'avoir dû vivre une erreur de « casting » qui devra trouver une continuité positive pour le motif premier que le service public scolaire à Lormont doit rester de la meilleure qualité possible.

Merci de votre attention.

**Mme CASANOVA :**

Je voudrais d'abord m'excuser parce que je n'ai pas pu être présente à cette commission et avoir ce débat avec vous. Je vais quand même vous présenter ce que je pense de ce sujet que je trouve intéressant et important, car il a trait à bien plus que de choisir entre 4 jours « bien pleins » ou une semaine de 4 jours allégés plus une cinquième demi-journée et des TAP en fin de journée, ou encore des TAP sur une seule demi-journée. C'est toute la question des rythmes et des apprentissages de l'enfant qui est posée. Dans la façon dont les rythmes se sont discutés et mis en place depuis 2013, bien d'autres éléments ont relégué à l'arrière-plan les rythmes de l'enfant, en particulier les intérêts des lobbies touristiques. Pour satisfaire ces lobbies, les rythmes n'ont été modifiés que dans le cadre de la semaine d'école. La répartition du temps scolaire ne s'est pas discutée sur toute l'année, limitant fortement la portée de la réforme.

D'autre part, la réforme s'est faite sans moyens suffisants, dans un contexte d'austérité où les économies budgétaires dues aux baisses de dotations conditionnaient les dispositifs mis en place. Les attaques contre les services publics ne datent pas de MACRON ! Selon qu'une commune était plus ou moins bien lotie, elle pouvait offrir des TAP plus ou moins nombreux et intéressants aux enfants. Dans des communes rurales manquant de tout, les TAP ont forcément eu moins d'attrait, voire se sont parfois réduits à des récréations surveillées. Des ATSEM ont été sollicitées pour les faire alors qu'elles ne sont pas formées pour cela. Inutile de dire que les inégalités de territoires se sont renforcées.

La réforme a engendré une explosion de la précarité avec des intervenants aux contrats de quelques heures par semaine, souvent mal payés, entraînant un turnover préjudiciable au projet-même des TAP.

Et on ne peut qu'être inquiet pour la suite quand on sait que le fonds d'amorçage n'est reconduit que pour 2018, alors que 13 milliards d'économies sont prévus jusqu'en 2020 sur le dos des collectivités.

Mais au-delà de la question des 4 jours ou des 4 jours et demi, la plupart des chronobiologistes montrent que les temps d'apprentissage sont meilleurs à certains moments de la journée, que les journées trop longues fatiguent, ce que tout le monde peut constater. Il est évident que la journée de classe doit être raccourcie.

Mais le bon apprentissage n'est pas qu'une question d'heures. C'est aussi une question de moyens, de personnel, d'effectifs dans les classes, voire de locaux. Il est par exemple louable, dans l'abstrait, de dédoubler les CP et les CE1 dans les quartiers difficiles. Mais à Lormont, il a déjà été nécessaire de soustraire des locaux utiles pour d'autres fins pour parvenir à peine à dédoubler les CP. Cela s'est fait au détriment du RASED par exemple, privé de locaux à Camus, ou au détriment du périscolaire dans certaines écoles.

Quand j'ai été élue pour la première fois en 2001 à Lormont, je me souviens qu'il y avait 19 écoles, 10 maternelles et 9 élémentaires pour 20.000 habitants environ. Aujourd'hui, il y a au moins 22.000 habitants mais seulement 17 écoles, 9 maternelles et 8 élémentaires. Il n'est pas étonnant qu'il faille trouver des mobil homes pour dédoubler les CE1 l'année prochaine.

De même, de plus en plus de familles voient leurs revenus ou allocations baisser et souffrent du chômage ou de la précarité. Cela n'est pas sans conséquence sur la réussite scolaire des enfants. Lorsque des mères de famille monoparentales aux horaires atypiques, ou des familles dont les deux parents travaillent loin doivent laisser leur enfant de 7h20 à 18h30 à l'école, ou lorsque des mamans que l'on dit inactives -mais très actives au foyer- n'ont pas de quoi payer les TAP ou n'ont pas le temps de s'y intéresser, tout cela a des conséquences sur l'enfant, sur ses apprentissages.

Enfin, lorsque des réformes comme les CP dédoublés sont faites à moyens constants, c'est-à-dire sans aucune embauche supplémentaire, que l'on supprime des postes de plus de maîtres que de classes, c'est-à-dire d'enseignants supplémentaires dans l'école, que des directeurs et personnels de service doivent prendre en charge le travail des emplois aidés qui ont été supprimés, que les équipes surmenées n'ont plus le temps de se parler, comment améliorer les apprentissages ?

La question des rythmes doit s'intégrer à une lutte plus globale pour développer un service public de l'éducation, avec des moyens suffisants pour créer les centaines de milliers de postes statutaires qui seraient nécessaires, réorganiser une véritable formation pour les enseignants et les personnels intervenant auprès des enfants, comme les AVS ou les RASED, et en finir avec la casse de l'Éducation nationale. Tous les acteurs de l'école doivent se réapproprier cette question des rythmes pour la soustraire aux politiques d'économies et de management qui sont copiées sur les valeurs de concurrence et d'individualisme du privé, et en faire un outil pour l'épanouissement et l'émancipation de l'enfant, de tous les enfants.

Pour en revenir à la concertation ici sur les 4 jours et 4 jours et demi, vous avez fait circuler un questionnaire qui n'a recueilli que 26 % de réponses. Quelle sera votre position, comment validerez-vous le choix pour la rentrée 2018 ?

Mon opinion, comme celle d'enseignants, est que ce n'est pas aux communes de décider des rythmes de l'enfant, que le temps et l'organisation des apprentissages devraient revenir à l'Éducation nationale et que les communes ne devraient pas s'adjuger cette responsabilité et devraient le dire.

Mais devant la réalité de la situation, la question m'a été posée par des enseignants est : comment comptez-vous procéder ici ?

**M. UNREIN :**

Je n'ai pas d'intervention.

**Monsieur le Maire :**

Je vais vous en parler.



Juste quelques mots en synthèse des différentes interventions et de la présentation qui a été faite par Josette BELLOQ.

D'abord, une observation. Nous sommes sur l'année scolaire 2017-2018. Il y a eu en 2013, je ne dis pas des débats similaires, mais beaucoup de débats autour de ces rythmes scolaires. C'est le premier point.

Deuxième point, c'est un dossier qu'il est absolument indispensable d'observer dans sa globalité. On ne peut pas essayer d'ouvrir un débat sur 4 jours et 4 jours et demi dans une commune comme la nôtre sans prendre en compte ce qui est la force de notre Ville, c'est-à-dire la Ville éducative, tous les moyens qui ont pu être apportés pour en faire la priorité de nos politiques communales à l'intérieur de l'école, à l'extérieur de l'école - l'enfant dans l'école, c'est à peu près 16 % de son temps ; le reste, c'est ou l'éducation populaire, ou la famille, ou laissé dans la Ville.

Donc, ce diagnostic-là a conduit la Ville de Lormont à s'impliquer, pas uniquement sur ce mandat, mais depuis des années, n'est-ce pas Bernard, puis en remontant, à construire le projet éducatif local territorial. Nous avons été une des premières Villes à mettre en place un projet éducatif territorial local, avant même que la loi ne le mette en avant. La loi PEILLON n'était pas une loi qui concernait uniquement les rythmes scolaires sur les 4 jours ou 4 jours et demi. Un certain nombre d'objectifs ont été mis en place. Il faut regarder cela avec beaucoup de réalisme et beaucoup de pragmatisme. Il s'agissait à ce moment-là de mettre fin à la suppression des postes dans l'Éducation Nationale et de mettre en place à partir de 2012-2013 un véritable plan permettant de réorienter vers des postes, des recrutements et un projet global. Un objectif, c'est la première phrase de la loi du Parlement, l'intérêt de l'enfant, la réussite de l'enfant. C'est le premier élément.

Est-ce que ceci a conduit, dans une Ville comme la nôtre, à une accentuation des efforts de l'Etat sur le territoire et, en parallèle à l'accentuation des efforts de la collectivité pour accompagner l'Etat sur cette priorité ? La réponse est oui. REP+, plus d'enseignants que de classes, des équipes de réussite éducative et tout ce qui a pu être développé. Sur notre Ville, la réponse est oui. Je le dis avec beaucoup de réalisme et de pragmatisme. Il s'agit effectivement d'une première étape qui est, me semble-t-il, extrêmement intéressante à observer et à évaluer.

Le regard que nous pouvons porter aujourd'hui sur le projet éducatif territorial local avec, à l'intérieur de ce projet des moyens supplémentaires apportés par le REP+, la réflexion qui est propre à l'Éducation Nationale sur les programmes, etc ..., et puis, l'engagement de la Ville et de ses différents partenaires sur ces Temps d'Accueils Périscolaires, c'est-à-dire sur l'ouverture pour les enfants, et souvent pour les enfants les plus en difficulté, vers des parcours culturels, sportifs, l'ouverture dans toute une série de domaines, est-ce que ceci a conduit à un élément, une contribution positive ? Quelles que soient les questions posées, la réponse est oui, massivement oui. En pourcentages, en réalité dans les témoignages, lorsqu'en fin de cycle scolaire, au mois de juin, on fait la fête qui célèbre, quelque part, les

nouveaux rythmes, les TAP, le projet éducatif local, c'est un soutien unanime pour dire oui, vraiment c'est un apport important et intéressant au niveau de la Ville.

J'ai été très attentif au positionnement du Conseil des Sages qui dit, il faut continuer, et je le partage. Il faut continuer. Pour quelle raison ? D'abord, parce que nous travaillons sur le parcours de réussite d'un enfant.

Cela ne se juge pas en une ou deux années. C'est une orientation et des contributions multiples avec l'Éducation Nationale qui peuvent ainsi amener à un parcours de réussite.

Donc, je pense que ce qui est important, c'est que nous puissions véritablement avoir au niveau de l'Éducation Nationale une évaluation au fil du temps de ce dispositif, de ce qui a pu être mis en place, et c'est la démarche que nous avons portée avec la création d'un observatoire, pour que ces parcours, depuis la maternelle jusqu'au lycée, avec des orientations, des choix effectués, nous permettent d'observer l'école de la république qui permet ainsi ces évolutions-là.

Donc, un projet éducatif territorial local, la question des rythmes à l'intérieur de ce projet, les Temps d'Accueils Périscolaires étant une formidable contribution à des ouvertures dont les enfants ne bénéficiaient pas auparavant. Parce que ce que nous pouvons observer, notamment sur les enfants les plus fragilisés, c'est qu'ils ne vont pas naturellement vers l'école municipale de musique, de danse et de théâtre. Ils ne vont pas naturellement vers un certain nombre de domaines et, grâce à ces ateliers, on peut leur ouvrir un certain nombre d'espaces leur donnant envie. Donc, je pense que ce sont des contributions qui sont appréciées et qui sont possibles.

Ensuite, ce projet éducatif territorial local, c'est quand même beaucoup d'acteurs, un collectif et non pas simplement la Ville avec ses personnels, ni simplement l'Éducation Nationale avec les enseignants. Ce ne sont pas que les associations et ce ne sont pas que les parents d'élèves. C'est un collectif. Et donc, que ce collectif puisse continuer.

La question qui nous est posée -c'est pour cela que j'y réponds de façon claire-, est-ce qu'il est judicieux qu'en 2017, la municipalité demande une dérogation pour passer aux 4 jours ? Est-ce que vous pensez, par rapport à tout ce qui a été dit et ce qui est porté sur notre territoire, qu'il est judicieux de fragiliser, de faire s'effondrer tout ce qui a été bâti en peu de temps et quel est le plus apporté par un passage de 4 jours et demi à 4 jours ?

Bien sûr, et vous l'avez souligné Madame CASANOVA, certains adultes peuvent y voir un intérêt. D'autres peuvent avoir une réponse particulière à des préoccupations et des contraintes spécifiques auxquelles nous devons être attentifs, sur des éléments de travail, sur des éléments de prise en compte de l'enfant le mercredi. Bien sûr, c'est un élément dans le débat et la contribution, mais au-dessus de tout, il y a l'intérêt de l'enfant et également l'intérêt des familles, parce que passer le mercredi matin à une école gratuite, obligatoire et laïque plutôt qu'à des centres de loisirs où les familles peuvent avoir à payer pour y accéder et où ceci ne revêt pas un caractère obligatoire, mais volontaire, peut être un élément

supplémentaire dans le cadre du projet, permettant d'apporter une contribution positive à des réponses sociales telles que celles que vous mettez en avant.

Donc, je ne vois pas le plus qui pourrait être apporté par une réponse partielle à un élément -4 jours, 4 jours et demi- dans le cadre d'un projet totalement complet, global et collectif et qui engage la chaîne éducative.

Dernier point, en tant que Maire, comme je l'ai fait au cours de ces dernières années, ma démarche en direction de l'Etat par rapport au financement des TAP et au financement de l'école publique est une démarche pour laquelle il faut qu'il y ait une mobilisation forte sur cette Éducation Nationale, sur tout ce qui peut conforter cette action qui est essentielle.

Ma démarche pour 2018 n'est pas simplement de demander le renouvellement du financement des TAP. Vous mettez en avant le risque de la suppression des financements par l'Etat. La suppression des financements conduirait à la fin des TAP. C'est une évidence. Mais ma démarche et ma responsabilité aujourd'hui sont justement de demander à l'Etat, non seulement le financement, mais la pérennisation de ces financements dans le cadre du projet éducatif territorial et pour les communes qui souhaiteraient poursuivre, comme beaucoup de Villes dans les territoires Politique de la Ville.

Ce n'est pas un hasard si beaucoup de communes qui sont en territoire Politique de la Ville et qui ont les débats que nous avons ce soir disent qu'il faut continuer et qu'il faut aller de l'avant. Et vous avez raison, ce n'est pas aux Maires, qui plus est pour des raisons strictement budgétaires, de s'arroger le droit de dire : « Pour les enfants de ma Ville, pour des raisons budgétaires, demain tout le monde va passer à 4 jours parce que cela me coûte moins cher ». C'est ce que j'ai entendu. D'abord, la démonstration n'en est pas faite, surtout si on arrive à pérenniser les financements de l'Etat, mais qui plus est, il me semble vraiment que l'intérêt des familles et l'intérêt de l'enfant est bien de poursuivre ce que nous avons entrepris, à savoir le projet éducatif territorial local, et que l'on puisse poursuivre sur les dispositifs « plus de maîtres que de classes », que l'on puisse travailler sur le dédoublement des classes, que l'on puisse demander à l'Etat de financer les TAP.

Et donc, le message et le positionnement clair que j'ai toujours mis en avant lorsque j'ai rencontré les conseils de parents d'élèves en novembre et ce que je vous propose ce soir est un message clair : continuons, améliorons, revisitons, retravaillons, mais surtout, évaluons, observons, donnons du temps à l'enfant et accompagnons les familles dans cette démarche éducative qui est la première priorité de la Ville. C'est le positionnement municipal que je vous propose. C'est de continuer le travail qui est entrepris de façon à ne pas le fragiliser avec un changement pour lequel je ne vois pas beaucoup d'avantages au niveau de l'enfant.

Voilà ce que je voulais dire en conclusion de ces débats et ce que je vous propose, c'est un positionnement sur ce qui est proposé par le Maire, c'est-à-dire la continuité, l'amélioration et la mobilisation pour avoir des soutiens et des financements à une action qui est essentielle dans notre Ville.

Y a-t-il des voix contre ce que je viens d'exprimer ?

**Mme CASANOVA :**

Je ne suis pas contre, mais déjà, ce que vous dites n'est pas posé dans la délibération. Donc, je trouve qu'il y a très peu de monde qui s'est exprimé. Je ne suis pas pour détruire les choses positives qu'il a pu y avoir.

Ce que je remarque quand même, quand vous dites « plus de maîtres que de classes », c'est que ce n'est plus vrai puisque ces maîtres-là sont aujourd'hui en train de s'occuper des CP dédoublés. Donc, cela n'existe plus. Et la logique actuelle du Gouvernement, qui était celle des Gouvernements précédents, est de faire de plus en plus de restrictions et donc, c'est un véritable rapport de force qu'il faudra créer pour avoir, non seulement la pérennisation dont vous parlez, mais ne serait-ce que pour avoir des locaux pour pouvoir faire tout ce que vous dites.

S'il y a une position à prendre, je m'abstiendrai, d'autant plus que je ne pense pas que ce soit à la commune de décider des rythmes scolaires.

**Monsieur le Maire :**

Par contre, la question qui est posée au niveau de la commune est : est-ce que le Conseil Municipal doit porter la dérogation pour 4 jours ? Elle est claire. Est-ce que nous, municipalité, souhaitons porter une demande de dérogation ?

Sur ce point, vous vous abstenez. Nous, nous ne souhaitons pas porter de demande de dérogation. Voilà le positionnement municipal. Ensuite, comme cela a été souligné, c'est un positionnement de l'Éducation Nationale parce que, que ce soit très clair, je ne m'arrose pas le droit de dire : « Sur ma Ville, etc ... ».

Le positionnement de la municipalité est de ne pas demander de dérogation.

**Mme CASANOVA :**

C'est quand même assez curieux parce que ce n'est pas rédigé de cette façon. La délibération ne demande pas cela.

**Monsieur le Maire :**

Lorsque nous disons, continuité, c'est clair. Lorsque je dis, nous ne demandons pas de dérogation, c'est clair.

**Mme CASANOVA :**

Je crois qu'il y a seulement 35 % d'enseignants qui ont donné leur avis.

**Monsieur le Maire :**

Très bien, qu'ils donnent leur avis dans le cadre de l'Éducation Nationale. Ils sont extrêmement bien placés et je ne m'arrose pas le droit de peser sur le choix des enseignants - il y en a dans cette salle - qui sont sans doute les mieux placés. Par rapport au programme, le fait de le concentrer sur 5 matinées est plus performant que 6 h par jour, mais c'est le débat.

Personnellement, j'ai une opinion. M. FEUGAS l'a mis en avant, il suffit de regarder certaines études pour voir que cela a plutôt un caractère vertueux. On a eu des expérimentations ici sur les collèges. On faisait maths et français le matin et des

activités sportives et culturelles l'après-midi et cela a été évalué comme étant extrêmement positif. Voyons ce qui se passe sur le plan européen. Vous l'avez souligné vous-même, on peut se poser des questions quand on a un certain nombre de préoccupations aujourd'hui sur les résultats.

Il faut se donner du temps et travailler collectivement. Il faut améliorer et enrichir, mais il faut toujours se demander -et c'est pour cela que je pose la question clairement pour avoir une réponse claire- ce que peut apporter le changement. Qu'est-ce que cela peut apporter dans une Ville comme la nôtre ? J'ai réfléchi avant de vous proposer cela.

**M. FEUGAS :**

Simplement une précision. Vous demandez un avis au Conseil Municipal, mais il n'y a pas de vote du Conseil Municipal.

**Monsieur le Maire :**

Oui, c'est un avis.

**M. FEUGAS :**

C'est pour éviter qu'il y ait une ambiguïté.

**Monsieur le Maire :**

Tout le monde est sur un avis de continuité, de poursuite, à l'exception de Mme CASANOVA.

Au niveau du Conseil Municipal, en quoi serions-nous dérangés ou aurions-nous la volonté de ne pas ouvrir des débats sur les rythmes scolaires ?

**M. FEUGAS :**

Au contraire.

**Monsieur le Maire :**

C'est ce que j'ai exprimé pour ma part aux Conseils des Parents d'Élèves. Je trouve qu'il est extrêmement intéressant d'avoir les avis de tout le monde dans chaque institution. Il est intéressant d'avoir aujourd'hui un message fort, dans le cadre des processus de concertation qui ont été rappelés, qui est porté par le Conseil Municipal, allant plutôt dans le sens de la continuité avec une seule abstention.

Simplement, sur le questionnaire, même s'il y a eu des difficultés avec le service public de la Poste, ce qui est dramatique, je ne vois pas dans le questionnaire un seul élément me conduisant à dire, il faut que nous demandions la dérogation. Je traduis là par simple bon sens ce qui s'exprime aujourd'hui de façon très claire.

Je vous remercie de la richesse de ce débat. C'est un avis qui n'est pas soumis à vote. Nous notons une abstention dans l'avis, mais un positionnement global unanime qui va dans un certain sens.

*Le Maire, Jean TOUZEAU :-*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*

*\* informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif*

Délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 - N° 2017/15.12/05  
*de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

FAIT A LORMONT, le 8 février 2018  
pour extrait certifié conforme au registre des délibérations,

**Le Maire,**